

## **INPES – journées prévention : Les jeunes acteurs de leur santé**

### **Discutant**

**Bernard BIER**, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

Conformément au rôle qui m'a été assigné, je me permettrai au terme de cette journée quelques propos impromptus, dispersés, distanciés, éléments de réflexion émanant de quelqu'un qui sur la santé conjugue le point de vue du profane et du citoyen, l'expertise d'usage, mais revendique sur les questions de jeunesse et d'éducation une approche plus « experte ». Il est vraisemblable que certaines de ces considérations pourront paraître « intempestives ». Leur rôle est d'inciter au débat.

Mon exposé s'articulera autour cinq axes.

**Le premier questionnera les mots.** Un certain nombre d'entre eux ont été utilisés depuis ce matin, des mots de notre quotidien, des mots qui « nous parlent » au sens où nous sommes objets de ces mots, qu'ils sont des quasi automatismes langagiers. Nous ne les maîtrisons plus et nous oublions un peu ce qu'ils peuvent signifier. Or, si on « gratte un peu », on découvre leur impensé, ce qu'on n'avait pas forcément vu et qui les révèle.

Le premier d'entre eux : « **acteur** ». Il est dans le titre de l'atelier, tout le monde en parle, il faut « être acteur », nouvel impératif catégorique de l'intervention publique en direction des jeunes (et condition de financements *ad hoc*). Il me semble utile de rappeler, au-delà de la rhétorique obligée, qu'un acteur est quelqu'un qui joue une partition, un texte qu'il n'a pas écrit. Peut-être est-ce là une clé de compréhension de la résistance de certains jeunes à la participation instituée : ce n'est pas eux qui ont écrit la partition qu'on les incite à jouer. Et quand ils s'y engagent, dans quelle mesure y adhèrent-ils, dans quelle mesure sont-ils manipulés par les mots de l'auteur, par les directives du metteur en scène? C'est une première question qu'on est en droit de se poser. Il est vrai que ce vocabulaire appartient aussi au discours sociologique. Dans une approche classique dans cette discipline, la société, le monde adulte sont pensés comme un répertoire de rôles : grandir, être éduqué, c'était rentrer dans des rôles pré-existants, les « incorporer ». C'est un vocabulaire qu'on trouve chez Durkheim, Bourdieu, etc. Ce sont des rôles prescrits. La question est de savoir si l'acteur adhère à ce qu'on lui fait dire ou s'il est dans l'extériorité. Je rappelle « le paradoxe du comédien » de Diderot : le bon acteur ne s'investit pas dans son rôle. D'autres approches au théâtre – celle de Stanislavski par exemple – nous disent le contraire, qu'un bon acteur est celui qui justement va chercher en soi, au plus profond, le sens du rôle. Est-ce qu'on attend des jeunes qu'ils soient acteurs ? Est-ce qu'on attend qu'ils soient auteurs ? Cela pose aussi

d'autres questions : jusqu'où les laissent-on être auteurs ? Et si la société n'est composée que d'auteurs, comment travailler ensemble, à égalité, à parité ?

Un autre terme, évoqué dans une des expériences, est celui de « **sujet** », plus intéressant peut-être parce qu'il nous rappelle qu'on se construit comme sujet dans un processus de subjectivation, que le sujet n'est jamais donné d'emblée, qu'il se construit tout au long d'une vie, et pas simplement entre 0 et 25 ans. Ce terme de sujet nous renvoie aussi à quelque chose qui est de l'ordre de l'intime, de l'affectif. Cela n'exclut pas bien évidemment l'intellectualisation. Mais l'importance en termes d'enjeux et de levier de ce qui est du côté du plaisir, de la projection de soi, a été justement rappelé.

Le mot « **autonomie** » : on demande aux jeunes de devenir autonomes. Devenir autonome, c'est étymologiquement forger sa propre norme. Et dans le même temps, on leur demande aussi de s'intégrer dans la société. Alors que met-on réellement derrière ce mot autonomie ? Certes on peut aussi le lire comme le passage d'une loi qui n'a aucun sens parce qu'elle est extérieure à une loi qui est intériorisée, acceptée. On retrouve alors la problématique de l'acteur évoquée plus haut.

Le mot « **projet** », de même : il faut faire des projets, il faut rentrer dans des projets, il faut que les jeunes aient des projets. Ce terme apparaît en psychosociologie dans les années 60 et dans le discours des politiques publiques dans les années 80, à un moment où le politique, le monde des adultes, la société connaissent un épuisement du projet collectif, où il n'y a plus de « grands récits », plus de sens collectif. On demande alors aux individus ou aux groupes d'individus de construire du sens. N'est-ce pas là le substitut d'une société adulte qui n'a plus de projets, et enjoint aux jeunes de devenir responsables (autre terme récurrent) de tout ce qui leur arrive. Jean-Pierre Boutinet parle de « harcèlement projectif » (*L'anthropologie du projet*). Dans d'autres champs, celui de l'insertion par exemple, l'équivalent sera l'invocation de l'employabilité. Sous couvert de responsabilisation, on fait porter aux individus la responsabilité de ce qui leur arrive – pour le meilleur et pour le pire. Ce discours est adressé paradoxalement aux gens qui sont le plus en difficulté. Or, on sait très bien que plus on est fragilisé, moins on peut se projeter. Ceci devrait pour le moins nous interroger.

Le mot de « **participation** ». De quoi parle-t-on ? Ma collègue Chantal de Linares a très justement rappelé ce matin que c'était un terme qu'on pouvait décliner de plusieurs manières : l'information, la concertation, la co-décision, etc. Que met-on derrière ? Jusqu'où permet-on aux jeunes de participer ? Quelle forme de participation des jeunes est-on prêt à accepter ? Et à quel moment ne jouons-nous plus, nous professionnels, institutions, le jeu ? Il y a des moments où les jeunes participent, s'inventent des formes de mobilisation, et où nous, adultes, refusons de les écouter. Est-on donc dans une participation-alibi ? Une participation pour les aider à se construire ? Noëlle Diebold a posé une question tout à l'heure, qui n'a pas été entendue me semble-t-il : jusqu'où les

adultes, les institutions ou les professionnels sont-ils prêts à prendre en compte un discours des jeunes qui les remet en question et les oblige à repenser les choses autrement. Doivent-ils uniquement adhérer à notre projet ou est-on prêt à les prendre pour de véritables partenaires qui peuvent nous bousculer ? Participer, c'est prendre part à, mais c'est aussi recevoir sa part - sa part du gâteau, oserai-je dire trivialement. Comment demander à des jeunes de participer quand ils ne reçoivent pas leur part, c'est-à-dire quand ils n'ont pas de place dans la société ? La sociologie politique nous montre qu'ils rejoignent les modes de participation politique des adultes (entendue comme participation électorale), quand ils ont enfin un emploi, un couple, un logement stables. Ce qui interroge alors le discours récurrent sur l'éducation à la citoyenneté : doit-on ajouter indéfiniment des heures d'éducation à la citoyenneté ou permettre leur intégration à la société ? Et j'ajouterais : ont-ils le droit de ne pas participer ? La non participation est-elle une déviance, une pathologie (dans le cadre d'une journée de prévention !) ? Ou bien une autre manière de se poser comme sujet ? A trop user de la citoyenneté, terme à tout faire, on lui fait perdre son sens - pour les jeunes, pour nous. Est-ce que ne pas ranger sa chambre est, comme nous l'avons entendu, ne pas être dans la citoyenneté ? Quand on confond citoyenneté, civilité, respect des règles..., nous sommes de fait dans un travail systématique de dépolitisation de la citoyenneté.

Dernier mot à observer : « **partenariat** ». On le trouve partout : il faut être partenaire. Parfois, on se demande pourquoi. Le partenariat est-il sa propre finalité ? Et quel type de partenariat ? Le partenaire adversaire (partenariat asymétrique), sur le terrain d'un des protagonistes et dans les règles qu'il a fixées ? Ou le partenaire coéquipier, à égalité ? Est-ce que les bénéficiaires des politiques publiques, y compris de santé, sont des partenaires ou des usagers, bénéficiaires, clients, etc. ? La question est posée : à vous d'y répondre !

**Le deuxième thème sur lequel je voudrais revenir est celui de la jeunesse.** Ce n'est pas simplement une question académique, théorique, c'est aussi une question pratique. Ainsi avons-nous entendu des discours contradictoires sur la non-participation des jeunes, ou sur leur désir d'être acteurs, ou... Parler de manière générale des jeunes conduit à des impasses, théoriques et pratiques. Il s'avère plus pertinent et efficace de parler des jeunes dans leurs différences, en introduisant des variables d'âge, de territoire, de milieu social, etc.

La situation dans laquelle sont certains jeunes semble de fait préoccupante. Mais dans nombre de cas qui nous ont été présentés, le nœud du problème relève-t-il de la santé ou plutôt du travail, du logement, des revenus, etc., (de leur absence, s'entend !) ? Tous les travaux nous le disent : ceux du Commissariat général du plan il y a quelques années avec la commission Charvet (*Jeunesse, le devoir d'avenir*, La Documentation française),

ceux du sociologue Louis Chauvel (*Le destin des générations*), etc. : des déséquilibres croissants se creusent en défaveur de la jeunesse. Qu'a-t-on alors à leur offrir, hors l'appel à participation ! Et participer à quoi et pour quoi ? Parler de santé dans certains cas revient à évoquer et à travailler le symptôme sans travailler sur les causes. Autant dire à occulter la source des problèmes et se condamner à une faible efficience.

Les termes de projet, de participation, de santé,... ne sont pas des mots des jeunes, mais des mots d'adultes. Les jeunes ne "participent" pas : ils font de la musique, ils font du sport, ils voient des amis, ils occupent des facs... Il nous a été dit très fortement et très unanimement que si nous voulons avoir prise sur la réalité vécue par les jeunes, il nous faut entendre leurs mots, leurs représentations, leurs pratiques et sociabilités, sinon on se condamne à l'échec. Dans le même temps, faut-il s'en tenir simplement à la parole des jeunes ? Faut-il simplement être dans leurs mots ? Eduquer, c'est conduire les individus ailleurs, jeunes et adultes – on ne peut plus penser aujourd'hui l'éducation en termes de formation initiale jusqu'à 16 ou 20 ans. S'éduquer, c'est entrer dans des mots déjà là, des mots sont déjà socialisés, dans un langage commun, c'est rencontrer de l'altérité. L'éducation est aussi de l'altération. Il faut donc, si on est dans une logique d'éducation, à la fois écouter et partir des mots des jeunes, de leur sociabilité, et en même temps, s'inscrire aussi dans cette tension vers du déjà-là, voire de l'institué : le *double bind* éducatif !

Éduquer, c'est aussi permettre aux jeunes de rentrer dans une dynamique d'apprentissage, leur permettre de se construire une parole. On est alors loin de la logique médiatique, du sondage d'opinion. On peut s'interroger à ce propos sur les évaluations parfois évoquées faites à partir d'indices de satisfaction. Cette logique est celle du marché, pas celle de l'institution ou du service public. Quelle est la pertinence d'une parole qui n'est pas construite, qui n'est pas pensée (ce qui exige du temps, de l'élaboration) ? Cela est vrai pour chacun d'entre nous : la pensée, le jugement ne sont jamais donnés dans la spontanéité.

Néanmoins, et les choses se révèlent encore plus complexes, on a évoqué les éducateurs, les enseignants, mais aussi la posture souhaitable d'accompagnement. Certes ! Mais n'y a-t-il pas aussi des moments où les individus qui produisent du collectif sans accompagnement et sans éducateur peuvent construire une parole et un faire autonomes ? Si on pense que les jeunes sont une minorité – une minorité nombreuse – au sens de population dominée, doit-on dire qu'ils sont dans une parole aliénée ? J'entends par parole aliénée une parole produite par les institutions, mais aussi par le monde de la marchandise, par les médias, etc. Leur permet-on ou crée-t-on les conditions pour qu'ils se construisent une parole autonome ? Le même problème s'est posé pour d'autres minorités : je pense aux femmes. Elles ne sont pas une minorité quantitativement, mais il a fallu qu'elles sortent du discours machiste, de ses clichés et

représentations, pour se construire une parole libérée ; c'est aussi ce qu'il a fallu aux colonisés, etc. Y a-t-il donc toujours besoin d'un accompagnateur, d'un éducateur ? Ou quelque part, suffirait-il de favoriser (ou de ne pas empêcher) la création de collectifs pour permettre aux jeunes de construire des apprentissages de manière autonome, une parole collective, une parole libérée et autonome ? Quand on parle d'éducation, on est toujours dans cette tension et il n'y a pas de réponse simple.

Je voudrais d'ailleurs à ce propos interroger aussi les mots "normatif" et "normalisateur". Dans les propos de la journée, la confusion fut parfois faite. Dès qu'il y a du groupe, y compris du groupe de pairs, il y a de la norme. Il n'y a jamais éducation, société, communauté sans norme. Aucun groupe ne peut fonctionner sans norme. Et toute norme, y compris des normes non co-construites, n'entraîne pas forcément la normalisation. Ce dont il faut se méfier, c'est de la normalisation. Refuser cette distinction terminologique entre normativité et normalisation conduit à poser toute société, toute éducation comme oppression. Est-ce le cas ?

L'enjeu central est celui de la place des jeunes dans l'espace public. Quelle place leur donne-t-on ? Quelle place leur laisse-t-on ? Il y aurait des choses à dire à ce sujet sur le discours sécuritaire dominant. Mais cela ne peut pas avoir de sens, y compris en termes éducatifs, d'évoquer leur place sans penser aussi la place qui est laissée à leurs parents, quand dans un certain nombre de cas, leurs parents sont invalidés, dans les représentations, ou au travers de leurs conditions de vie ?

**Troisième point : la question des politiques publiques.** La salle a beaucoup interrogé les difficultés avec les institutions. Je vous proposerai à ce sujet quelques remarques, autant de pistes d'analyses, qu'il faudrait bien sûr approfondir.

Notre modèle politique, le modèle républicain, jacobin, etc. était un modèle dans lequel l'État définissait et incarnait l'intérêt général. Des « agents » déclinaient sur les territoires les politiques mises en place d'en haut ; et face à eux, il y avait des administrés. Dans ce cadre, la logique de contrôle avait tout à fait sa légitimité. Cette situation perdue dans l'époque des 30 Glorieuses, les années 1945-75, quand on met par exemple en place le Commissariat général du plan, dans une logique très « éclairée », très technocratique, lequel va être chargé de définir les besoins de la population. Logique partagée puisque on la retrouve dans l'éducation populaire et alentour : des individus comme Dumazedier, Chombart de Lauwe ou Le Corbusier savent ce que sont les besoins de la population, les définiront par exemple pour ce dernier en mètres cubes de vie, d'exposition au soleil, etc. Dans cette logique, les jeunes sont à éduquer. Ce sont des citoyens à venir. "Tu passes ton bac d'abord !" (À l'époque, c'était plutôt le certificat d'étude) ; c'était la logique de l'Éducation nationale comme de l'éducation populaire : "quand tu seras éduqué, tu pourras devenir un citoyen". Or, ce

modèle vertical-descendant qui définit les besoins et qui s'adresse à des administrés ne fonctionne plus, il a vécu. Dans les années 80, avec la décentralisation et les politiques de « discrimination positive », on va changer de paradigme, avec l'apparition de notions telles que diagnostic, projet de territoire, évaluation, partenariat, gouvernance, etc. C'est intéressant puisque cela fait appel à l'intelligence et à la créativité du local ; mais cela fait émerger d'autres questions. C'est en effet à ce moment-là qu'on va en appeler à la participation des habitants. Que les professionnels vont regretter leur absence de participation ; tandis que ces mêmes habitants regretteront que leurs revendications et mobilisations ne soient ni entendues ni prise en compte. Ceci interroge une fois encore les présupposés de la participation. Dans ce paradigme, le jeune n'est plus un « citoyen à venir », mais un « citoyen en devenir ». Logique qui accompagnera la naissance des conseils municipaux de la jeunesse, etc. Un intervenant ce matin évoquait le congrès de Nevers de l'ANACEJ en 98 : des jeunes alors ont dit leur refus d'être assignés par les adultes à des « sujets de jeunes » ; et ont revendiqué leur volonté de pouvoir dire leur mot sur la société toute entière. Qui dans ce contexte réfléchissait en termes de citoyenneté ? Les adultes qui disaient : les jeunes ne doivent travailler que sur ce qui les concerne (transposons : les médecins s'occupent des médecins, les vieux des vieux, les commerçants des commerçants). Ou ces jeunes qui alors pensaient l'intérêt général et non les intérêts particuliers, c'est-à-dire la citoyenneté. On n'est pas à une contradiction près !

Dans ce contexte, on est obligé de repenser le politique. À côté de la légitimité du politique, de l'expertise du scientifique ou de l'expert (deux notions qu'il faudrait distinguer), il y a l'expertise d'usage de, je ne sais pas comment l'appeler : le client, l'utilisateur, le bénéficiaire, l'acteur... ; les mots sont souvent piégés. On ne peut plus prendre de décisions si on n'y associe pas les gens concernés, individuellement et collectivement.

Je terminerai sur ce point en disant que d'un côté, les jeunes sont dans des processus, et nous professionnels, institutions, etc., sommes du côté de la procédure. Comment faire en sorte de respecter les processus, faute de quoi il n'y aura pas de mobilisations juvéniles, et que les procédures accompagnent, étayent mais n'étouffent pas. Trop de procédure tue, pas assez de procédure ne permet pas à des projets d'émerger.

**Quatrième point : la question de la santé.** J'ai constaté en assistant à cette journée, que la santé, à l'instar de la citoyenneté évoquée plus haut, est « mise à toutes les sauces ». J'ai entendu parler de « drague », de propreté de la chambre... Tout serait de la santé ! Je vous laisse réfléchir là-dessus. : quel est le sens et les effets de cette démonétisation des mots ?

Je voudrais revenir sur les politiques publiques. La notion de politique de jeunesse est assez récente. Laissons les historiens ou les sociologues trancher de sa date d'émergence. Mais au XIXe siècle, des politiques visent plus les familles que les jeunes : des politiques hygiénistes, qui vont se doubler de politiques d'éducation (Jules Ferry, la mise en place de l'école laïque obligatoire, etc.) et de politiques coloniales (Jules Ferry, encore...). On est dans une logique civilisatrice du pauvre, de l'autre, dans une logique d'encadrement. Rappelons-nous *La police des familles* de Jacques Donzelot qui montrait que la mise en place du médecin de famille, plus largement du travailleur social, était aussi un moyen de contrôler les classes populaires. Et en 1936, dans les premiers mois du Front populaire, on trouve encore ce rapprochement institutionnel sport-santé, etc. Les politiques qui suivent revendiqueront un référentiel plus éducatif. Or aujourd'hui, alors que domine un discours sécuritaire particulièrement envers les jeunes, on assiste parallèlement au retour d'un discours qui parle de jeunesse en termes de santé. Une sociologue à l'École des hautes études de santé publique à Rennes Patricia Loncle parle à ce propos de « sanitarisation » de la question sociale et de la jeunesse. Approche sécuritaire de la jeunesse, sanitarisation de la jeunesse... Que signifie cette convergence ? On peut s'interroger aussi sur le fait que le ministère de la Jeunesse et des Sports – un accouplement contre nature, disent certains ! – devienne un ministère de la Santé, des Sports et de la Jeunesse. Et que dans le discours officiel relatif à la jeunesse aujourd'hui, par exemple, la culture soit fortement absente, ou présente sous une forme dégradée, subsidiaire..

En se focalisant sur la santé, et dans une approche non systémique et décontextualisée, ne risque-t-on pas de rentrer dans la pathologisation de toute difficulté sociale ? C'est une tendance observable dans le discours porté sur des jeunes de quartiers, dans les lycées ou les collèges en ZEP. Un certain nombre de phénomènes sont étiquetés comme délinquance ou pathologie qui hier auraient été vus comme effets de désordres juvéniles passagers. Faut-il faire intervenir immédiatement des psychologues, des médecins, etc. ? Je ne nie pas qu'il y ait des problèmes. Certains d'entre vous y ont fait allusion, c'est votre quotidien. Mais n'y a-t-il pas un risque à ne voir que cela ?

En outre, certains discours sur le bien-être physique et moral, moral parce que physique, ne me semblent pas étrangers à une conception de la vie au croisement du discours de la publicité et d'un univers aseptisé, valorisant le seul corps, la seule forme physique, la performance... Cela pose une question anthropologique forte sur notre société et ses valeurs : quelle est cette société qui ne pose pas la « vie de l'esprit » comme centrale, qui remise l'art, la création, « la vie avec la culture » au magasin des accessoires, ou comme un simple supplément d'âme après tout le reste, qui ne pense pas que l'angoisse, l'« intranquillité de l'être » sont aussi une dimension constitutive de l'être humain ? Ce dont nous parlent les poètes, les philosophes, les dramaturges, les écrivains... Mais quelle

est la place de ces derniers dans le discours (ou l'offre) adressé aux jeunes, et au plus haut niveau des institutions ?

On a aussi entendu parlé d'expérience, d'expérimentation... Certains ont dit de projets qu'ils n'étaient pas innovants. J'ai souvent eu l'impression que c'était parfois des projets d'adultes plus que de jeunes, des projets d'adultes joués par des jeunes-acteurs. En fait ces projets fonctionnent et sont créatifs quand ils répondent à des besoins réels des spécificités locales. Evitons alors la dérive courante dans certaines approches de politiques publiques qui voudraient à partir d'une réussite, réaliser des fiches de bonnes pratiques. Là où il devrait y avoir projet singulier, on ne retrouve que le prototype, reproductible, ce qui révèle faiblement productif voire contre-productif. L'important est plutôt de travailler le questionnement et la méthodologie.

Quant à la reconnaissance de la jeunesse qui fut évoquée, de quoi s'agit-il ? Si on s'en tient à une reconnaissance symbolique, si on n'a à offrir aux jeunes que des activités sympathiques certes, qui les aident à se construire certes, et qu'on ne les accompagne pas d'un moyen de vivre décemment – et je renvoie là aux chiffres qu'on a eus sur la santé des étudiants –, si la participation des jeunes n'entraîne pas le changement, elle ne sert alors qu'à "calmer le jobard" – pour reprendre une expression d'Ervin Goffman. Est-ce notre projet ?

**Dernière remarque** : puisqu'on est dans une journée co-organisée par l'Inpes, qu'on parle d'éducation à la santé, on est aussi en droit de se poser cette autre question : derrière la question de la participation des jeunes, que je ne peux pas dissocier de la question de la participation des adultes, de leurs parents, des migrants, des populations en difficulté, des populations marginalisées, il nous faut **poser les limites du recours à l'éducatif**. Françoise Tétard, historienne de l'éducation populaire, étudiant l'histoire des mouvements d'éducation populaire mais aussi du ministère de la Jeunesse et des Sports, a montré que tant qu'on a tenu sur les jeunes un discours uniquement éducatif, on ne leur a pas laissé un pouvoir politique. Tant qu'on pense qu'il y a des gens qui sont à éduquer – en pensant que nous nous le sommes ! –, on ne peut les prendre totalement au sérieux et leur laisser pas une place entière. C'était peut-être une des difficultés d'une certaine conception de la République quand elle refusait le pouvoir aux femmes, aux domestiques, aux colonisés, sous prétexte qu'ils n'étaient pas encore assez « éclairés », éduqués. C'est une question fondamentale : attend-on que les gens soient éduqués pour leur laisser toute leur place ? Ou est-ce qu'on estime que les gens (les jeunes comme d'autres catégories de la population) ont une légitimité à être sur un territoire, à prendre une place, à avoir une parole qui se construit et s'exprime dans l'espace public, eux comme nous, eux avec nous ? Sans occulter la question du conflit. Le conflit est inséparable de la démocratie, de la construction d'un individu. S'il y a de la violence dans



la société, c'est parce que le conflit n'a pas pu se dire, se penser. Quelqu'un a dit à la tribune : « est-ce que l'apprentissage, ce n'est pas faire des apprentis sages » ? Ce jeu de mots me semble particulièrement bienvenu. Travaille-t-on avec les jeunes dans un souci de paix sociale, et pour « civiliser le sauvageon » ? Ou ose-t-on être dans un conflit constructif – ou, pour reprendre les mots de Paul Ricœur, dans un "consensus conflictuel". Pour travailler ensemble, il faut le consensus. Mais on ne peut pas travailler sur le sens si on n'est pas aussi dans le conflit.

On n'émancipe pas les gens – les femmes, les colonisés, et bien sûr les jeunes, etc. Ce sont les gens qui s'émancipent eux-mêmes en se construisant, et en se construisant dans l'action. C'est quelque part aussi une leçon de l'éducation populaire.